Les réformistes du palais sont dans l’impasse

> *À propos du Printemps de Pékin, du Mouvement du 5 avril et du mouvement étudiant de 1986, contribution à la commémoration du dixième anniversaire du Printemps de Pékin par Ren Wanding* [1]*Fondateur de la Ligue pour les droits de l'homme en Chine, il a été l'un des principaux animateurs du Printemps de Pékin (1978-1979), au cours duquel il fut arrêté, le 4 avril 1979 (il avait déjà été emprisonné pendant la «Révolution culturelle»). Libéré dans le courant de l'année 1983, il a été depuis réintégré dans son emploi de technicien d'une compagnie de construction immobilière chinoise..*

Voilà dix ans que s'est produit le Printemps de Pékin, selon l'expression connue dans le monde entier pour désigner le mouvement du Mur de la Démocratie au carrefour Xidan de la capitale chinoise, de la fin 1978 à 1979.

En dix ans, de grands changements sont intervenus, en Chine comme ailleurs. Dans le monde, la guerre froide a laissé la place à la détente. En Chine, l'ouverture est devenue irréversible.

Lorsque apparurent, fin 1978, les organismes et publications populaires liés au Mur du carrefour Xidan à Pékin, cela ressembla à l'irruption de pousses de bambou après la pluie. Les pousses subsistèrent jusqu'en 1981. Puis elles furent coupées.

Outre Pékin, toutes les grandes villes de Chine eurent bientôt leurs propres «publications populaires» [c'est-à-dire non contrôlées par le parti communiste ndt]: Tianjin, Canton, Shanghai, Qingdao, Jinan, Changsha, Hangzhou, Fuzhou, Guilin,

Xi'an, Chongqing, Wanxian, Dandong, Congming, Shaoguan, Henyang, Anyang, Kaifeng, Taiyuan, Wuhan... Ces publications avaient nom *Aujourd'hui, Renaissance, Tribune du 5 avril, Droits de l'Homme en Chine, Exploration, Terre Fertile, le Silex, Tribune du Peuple, Printemps de Pékin, la Raison, Jeunes de Pékin, Informations pour la Recherche, la Voix du Peuple, la Voie de la Démocratie, Étudiants, la Voix de Bohai, Nouvelle Conscience, l'Écume, le Journal de la République, le Futur, la Vieille Horloge, le Printemps du Zhejiang, le Son de l'Horloge, Journal des Récits, le Haricot rouge, Lumière des Étoiles, Flocon de neige, le Mont de Luofia, Île de Rose, Campus de Nankai, Recherches, l'Humanité, Cris, la Rivière Jinjiang, les Flots, le Journal du Citoyen*...

Tous ces organes s'unifièrent pour fonder une Association nationale des publications populaires de Chine qui édita la revue le *Devoir*. Ceux qui étaient publiés dans le cadre des universités s'associèrent autour de la revue *Notre Génération*.

Dès sa naissance, le Printemps de Pékin eut un impact qui dépassa le cadre de la Chine. Son retentissement à l'étranger fut considérable. De ce fait, son histoire est consignée non seulement dans les archives des autorités chinoises, mais aussi dans les annales de la presse internationale.

La genèse du Printemps de Pékin remonte au mouvement révolutionnaire du 5 avril 1976 [manifestations antimaoistes à Pékin et dans plusieurs grandes ville du pays ndt]. Son déroulement s'inscrivit dans une époque de complète renaissance. Il suscita un intérêt sans précédent et joua un rôle d'avant-garde dans le processus du renouveau social en Chine, lui donnant un éclat particulier. Le Printemps de Pékin est une page majeure de l'histoire de la Chine.

Déjà, en 1976, le mouvement révolutionnaire populaire du 5 avril avait conduit au gigantesque bouleversement d'octobre [l'arrestation de Jiang Qing, la veuve de Mao ndt]. Ce dernier épisode constitua une victoire du peuple, une borne marquant

la fin de l'ère Mao Zedong. Pourtant, les autorités tirèrent une vanité bien déplacée de l'élimination (prétendument sans un coup de feu) de la «bande des quatre». Cette attitude fut très révélatrice du mépris dans lequel nos gouvernants tiennent la puissance révolutionnaire du peuple. Par la suite, des réformistes au sein du pouvoir ont, certes, flatté l'esprit de la révolution du 5 avril. Il faut bien voir que ce n'était que pour servir leurs propres intérêts de clan et leur ambitions politiques.

Ce dont nous nous flattons, nous, est d'appartenir au parti de la réforme sociale. Ce «parti» entend retenir, du soulèvement du 5 avril 1976, son apport à la démocratie et à la révolution populaires. Il ne saurait être question de commémorer religieusement cette date: ce qui doit être révéré, c'est la vérité historique. Il s'agit de faire ressortir le sens véritable de ce mouvement afin de parvenir à des conclusions scientifiques. Car sans théorie correcte, il n'est point de progrès.

«Debout, esclaves de la misère – Debout, ceux qui souffrent dans le monde – Nos cœurs sont sur le point d'exploser – Nous luttons pour la vérité». Ce chant (l'Internationale), que nous entonnâmes en ce 5 avril 1976 – il faisait sombre devant le marbre du Grand Palais du Peuple, et même les policiers grelottaient – combien il était différent de la musique émanant des haut-parleurs de la place Tian'anmen ou filtrant des salons luxueux de la bâtisse officielle. Ce chant, c'était la lance de la révolution pointée directement contre l'ensemble du parti au pouvoir, alors représenté par la «bande des quatre».

Car on ne nous fera pas croire que l'apparition d'une «bande des quatre», d'un Lin Biao, d'une Jiang Qing, d'un Kang Sheng ou d'un Chen Boda sont des phénomènes accidentels. Si, comme dit le pouvoir, ces gens-là s'étaient réellement «opposés» au parti communiste, s'ils avaient cherché à «renverser la dictature du prolétariat», cela ne voudrait dire qu'une chose:

que le parti communiste *s'opposait directement à lui-même*, qu'il s'efforçait de renverser la dictature du prolétariat! Thèse idiote.

Il faut comprendre que le parti n'est pas une entité noblement abstraite, une vue de l'esprit. Le parti communiste chinois de 1927 ne ressemblait guère à celui de 1921 [date de sa fondation ndt]. Celui de 1931 était bien différent, comme, par la suite, celui de 1934 ou de 1966 [début de la «Révolution culturelle» ndt]. Les énergumènes énumérés ci-dessus *ont effectivement représenté, pendant les dix années précédant 1976*, le pouvoir et le parti, puisqu'ils les dominaient. Le parti communiste, c'étaient eux. C'est bien pour cela qu'ils sont devenus la cible de la révolution d'avril 1976.

À chacun de ses revirements, le parti communiste chinois s'est soustrait à ses responsabilités devant l'histoire en désignant, pour coupable de la période passée, un clan particulier en son sein. Ce faisant, il a toujours dissimulé le fait que ces clans s'étaient successivement emparés de tous les pouvoirs à sa tête et qu'ils étaient devenus l'expression même du parti. Le parti est toujours passé à côté d'une évidence pourtant simple: lorsqu'on regroupe plusieurs individus, ils deviennent un *ensemble*. On ne peut en extraire aucun artificiellement.

En 1978 et 1979, la situation politique en Chine a provoqué une vague de soulèvements populaires pacifiques. Ces soulèvements se sont traduits par des manifestations contre l'oppression politique et la grande souffrance matérielle que le peuple chinois endurait depuis des dizaines d'années. Le peuple réclama la démocratie, les droits de l'homme, la justice et un renouveau social.

Ces idéaux, ce n'est pas en faisant descendre une brochette de dirigeants de la scène pour leur substituer une autre brochette qu'on peut les réaliser. Nous sommes des partisans des réformistes du palais, mais nous préférons encore la

vérité. La liberté provisoire, nous savons l'apprécier, mais nous lui préférons la liberté permanente. *Nous aimons la Chine, mais nous aimons encore plus le monde*.

Le Printemps de Pékin n'a pas choisi l'immense place Tian'anmen comme terrain d'expression. Il s'est contenté du mur rouge [en fait, il était gris ndt] de la démocratie au carrefour Xidan. En un sens, il n'a pas revêtu l'aspect grandiose du soulèvement du 5 avril 1976. Cela ne l'a pas empêché de se donner des objectifs, des devoirs et un agenda.

Le Printemps de Pékin a mis en lumière des exigences politiques plus mûres et plus complètes que par le passé. Un travail de préparation théorique plus systématique du mouvement populaire a été effectué. On s'est attaché à renforcer la participation populaire à la vie politique chinoise.

La révolution du 5 avril était encore marquée par les stigmates de la révolution culturelle. Le Printemps de Pékin, lui, a réussi à se distinguer des divers clans du parti qui s'accrochaient au pouvoir. Il a su se dégager des conflits internes au parti, et a fait la preuve de sa nature indépendante, de son caractère spontané et populaire. Dès son début, le mouvement du mur de Xidan a lancé un appel à «réformer le système social chinois». Il s'agissait, à la différence des objectifs limités des révolutionnaires du 5 avril 1976, de moderniser la démocratie politique dans notre pays. Autre différence, la révolution du 5 avril s'est évaporée à une vitesse fulgurante, tandis que le Printemps de Pékin s'est développé de façon continue sur une période prolongée.

Si l'on compare les documents historiques du Printemps de Pékin aux archives officielles de cette époque, on constate que ce mouvement a pour la première fois mis en évidence les grandes divergences et contradictions existant entre la société réelle, le socialisme marxiste et le capitalisme

moderne. Il a aussi pour la première fois en Chine populaire, exprimé la nécessité d'un renouveau social complet. Il a montré à quel point notre pays était en retard pour accomplir cette réforme.

Le Printemps de Pékin a mis en avant la nécessité d'une politique d'ouverture, d'une démocratisation de la vie politique et de mesures concrètes visant à accroître la participation des citoyens à la vie politique et renforcer leurs moyens de contrôle sur le gouvernement. Il a fait ressortir des problèmes comme le système des charges à vie, la propriété d'État, le surplus de main-d'œuvre, la propriété publique des moyens de production.

Le Printemps de Pékin est allé plus loin encore: il a réfuté le dogme mensonger d'une quelconque «dégénérescence révisionniste» du socialisme, qui avait servi de clé de voûte à la révolution culturelle. Il a démasqué les thèses qui sous-tendaient une série de crises politiques et sociales créées de toutes pièces par le parti au pouvoir. Un jugement typiquement féodal, celui de délit «contre-révolutionnaire» – en particulier appliqué à l'usage trop intensif de la liberté de parole – a été dénoncé.

Enfin, l'héritage démocratique de la civilisation socialiste, ce qu'elle doit à la civilisation matérialiste de la bourgeoisie, et le débat sur le multipartisme, ont pu enfin apparaître au grand jour. Le Printemps de Pékin a proclamé, avant d'autres, que les matériaux étaient interchangeables dans le processus de production. Dans le domaine des relations avec les minorités nationales, le mouvement a fait œuvre de pionnier en exigeant que leur identité soit respectée.

Pour toutes ces raisons, le Printemps de Pékin a joué, dans le mouvement populaire, un rôle de précurseur qui lui confère une importance historique de premier plan. La preuve: tout ce que nous avons préconisé à l'époque, qui fut dédaigné, sur le moment, comme autant de manifestations d'une «pensée confuse»,

est aujourd'hui mis en œuvre.

Les archives historiques sont sans pitié. Ce qu'elles montrent, c'est que le ferment intellectuel du Printemps de Pékin est infiniment plus riche que l'idéologie impuissante, figée, que lui opposa le parti au pouvoir. On voit bien, dès lors, que la classe politique n'est que l'exécutant testamentaire du peuple. Ce regard rétrospectif permet de vérifier une autre évidence: c'est le peuple qui crée l'Histoire.

On a pu croire que le Printemps de Pékin n'avait constitué qu'une manifestation éphémère d'agitation futile. Il est reconnu maintenant qu'une civilisation était, alors, en gestation.

Cependant, les réformistes du palais assimilent encore aujourd'hui le mouvement populaire à la «révolution culturelle». C'est un moyen commode de le fourrer dans le même panier que les campagnes que le parti communiste chinois a lancées artificiellement par le passé. Que furent la «révolution culturelle» et les autres mouvements politiques nés de l'imagination du parti communiste? Des soubresauts entièrement téléguidés et dirigés par ce parti. Aucun d'entre eux n'eut le moindre soutien populaire. Au nom de quelle logique, donc, continue-t-on d'étouffer les exigences spontanées et justes du peuple en les rangeant dans la même catégorie que les dérisoires querelles internes et les agitations artificielle du parti communiste chinois?

L'exigence des droits de l'homme, celle d'une évolution de la société, les réformistes du palais l'ont critiquée et condamnée dès sa naissance. On a inventé des tas de prétextes pour jeter en prison ou en camp de rééducation par le travail un grand nombre d'hommes de grande valeur. Ceux qui ont fini de purger leur peine ont été par la suite l'objet de discriminations et de mesquineries innommables. Dans leurs droits civils. Dans leur travail. Dans leur *cursus*

universitaire. Dans leur vie quotidienne.

Par quelle aberration un pouvoir en arrive-t-il à persécuter de la sorte un grand nombre de talents? Il faut voir là, hélas, l'effet des mécanismes réactionnaires d'une société féodale.

Le parti communiste chinois n'échappe pas à la règle qui veut qu'un parti politique, dès lors qu'il parvient au pouvoir, est condamné à assurer un rôle historique. Lorsqu'il exacerbe les contradictions de classe et les conflits politiques l'opposant au peuple, il donne naissance à des forces hostiles. Aujourd'hui, l'avenir de la Chine repose dans ces forces.

Le régime a monté en épingle sa démocratie et son système légal. Ce faisant, il a occulté le fait que sa «démocratie» repose sur un système «parlementaire» composé d'un nombre infime de personnes, et que son pouvoir judiciaire s'acharne uniquement sur le peuple. À partir de la campagne contre les «droitiers» de 1957, tous les mouvements politiques suscités par le pouvoir ont eu pour objet de nuire au peuple *tout entier*, même si, à chaque fois, *une partie seulement* du peuple a trinqué.

En même temps, et sans le vouloir, ce régime a fait naître une liberté d'association généralisée qui constitue un signe annonciateur des orages de la révolution. Il y a là une justice immanente aussi limpide que l'exigence de démocratie directe.

Le mouvement de la démocratie populaire qui a percé à la faveur de la campagne dite «anti-droitiers» de 1957 s'est prolongé jusqu'aux mouvements estudiantins des universités de 1986. Ces mouvements estudiantins représentent, jusqu'à présent, la manifestation la plus encourageante, la plus importante et la plus significative de cette exigence têtue qu'a le peuple de participer à la gestion des affaires de l'État. En ce sens, ils sont intrinsèquement socialistes.

Accessoirement, ils sont aussi une résurgence du Printemps de Pékin.

Il est donc particulièrement malséant de dire, comme d'aucuns, que l'orage de 1978-1979 a éclaté trop tôt. Une fois que le mouvement pour la démocratie est né et se développe, il est absurde de se demander s'il est permis que ce mouvement existe. Est-ce qu'on se pose la question de savoir si la révolution culturelle devait avoir lieu?

Trente ans, c'est un jeune âge, certes, pour ce mouvement démocratique populaire né en 1957. Mais en Chine, les traditions démocratiques sont puissantes. Ces traditions sont un encouragement pour les générations à venir d'intellectuels chinois.

Bien sûr, le mouvement estudiantin n'a pas encore pris totalement en compte les intérêts des travailleurs dans leur ensemble. Ses mots d'ordre furent plutôt superficiels, détachés de la réalité. Pour bien faire, les étudiants, à l'avenir, devront aller à la rencontre du prolétariat, dans les unités de production, à travers tout le pays; ils devront intervenir en faveur des gens qui croupissent en prison, parler au nom des contestataires.

La question qui se pose est la suivante: pourquoi, dans un pays socialiste où il est dit que le peuple est le maître, de tels mouvements surgissent épisodiquement? Pourquoi les cliques qui se succèdent à la tête du parti communiste ne parviennent-elles pas à mettre en coupe réglée le mouvement populaire pour la démocratie? S'agit-il vraiment d'un simple «relâchement dans le travail idéologique et politique» du parti au pouvoir, un résultat de la «libéralisation bourgeoise». Faut-il voir dans ces mouvements la main de «contre-révolutionnaires hostiles au socialisme»?

Ce jugement, les autorités l'ont porté jusqu'au présent sur le Printemps de Pékin et sur le mouvement étudiant de 1986. Il

est fondamentalement erroné. Il ne fait donc aucun doute que ces mouvements seront réhabilités à l'avenir.

Lors de la campagne «anti-droitiers» de 1957, on assista à une prise de conscience de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie citadines contre le socialisme rural du pouvoir. Cependant, ce n'est que lors du Printemps de Pékin et du mouvement étudiant de 1986 que le mouvement populaire disposa de connaissances théoriques suffisantes sur la démocratie moderne et socialiste pour formuler une critique cohérente de la réalité sociale dans son ensemble.

Quant au fond, la situation se présente ainsi: en trente ans, un contingent de plusieurs dizaines de millions de travailleurs de l'industrie est apparu en Chine. C'est là que se trouve le réservoir des forces du mouvement étudiant. C'est là que peuvent naître les cyclones de la révolte.

Le parti communiste chinois a de tout temps proclamé que ses intérêts se confondaient avec ceux du peuple. Il a négligé ici un détail: depuis des dizaines d'années, *c'est lui qui gouverne ce pays*. Le peuple est dans la position de *gouverné*. Dans cette perspective, il n'est pas inutile de poser à un tel parti au pouvoir, qui affirme œuvrer pour le communisme, les questions suivantes: notre société repose-t-elle réellement sur un socialisme d'essence marxiste? S'agit-il vraiment d'une société de démocratie civilisée dans laquelle le peuple est le maître, d'une société supérieure à la civilisation capitaliste?

En plein XX^{e} siècle informatisé, quel est donc l'état d'avancement du socialisme chinois dans l'Histoire mondiale? On ne répondra pas à cette question en comptabilisant les ogives nucléaires et les satellites artificiels. Ce qu'il faut examiner, c'est l'ensemble des caractéristiques trahissant la pauvreté, l'arriération de cette société.

Faute de pouvoir fournir un diagnostic rationnel, on ne fait

que se leurrer d'idées fumeuses et utopiques. Le mouvement des coopératives agricoles de 1956, la transformation «socialiste» du commerce et de l'industrie capitalistes, puis les catastrophes qui suivirent la mise en application d'idées réactionnaires procèdent, à l'origine, de tels errements. Le résultat en fut la destruction fatale des forces productives de notre société. On a, ni plus ni moins, saboté la libération sociale intervenue en 1949.

Lors du Printemps de Pékin, la revue populaire non officielle *Droits de l'Homme en Chine* publia, dans sa deuxième livraison, un article intitulé «Qu'est-ce que le socialisme?» [2]Une traduction française complète de ce texte, signé Shi Du et publié le 22 mars 1979, figure dans Huang S., A. Pino, L. Epstein, *Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin*, Bibliothèque asiatique, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1980, pp.414-421. (Note d'*lztok*). L'article exposait les deux conditions nécessaires pour la réalisation du socialisme dans une perspective marxiste: des forces productives modernes et la libération du travail – en d'autre termes, que les travailleurs gèrent la société en collectivité et supervisent la production. Au chapitre de *l'imposture en matière de socialisme*, il y était demandé: «Pourquoi donc le peuple n'est-il pas parvenu réellement à gérer la société dans un pays dont il est censé être le maître, où les moyens de production sont sa propriété collective et où le prolétariat exerce sa dictature sur la bourgeoisie? Pourquoi, quand le peuple de ce pays a démasqué une poignée d'arrivistes coupables de mille aberrations, n'a-t-il reçu aucun encouragement lorsqu'il s'est avisé de les éliminer, mais au contraire s'est retrouvé la victime de cette “dictature prolétarienne”?»

La question est posée: est-ce là vraiment le socialisme voulu par Karl. Est-ce là tout ce qui fait la différence entre le capitalisme et le socialisme à propriété collective.

Personne, aucun parti, n'est habilité à monopoliser le marxisme et ses moyens d'investigation. Sophistes, allez au diable! Presque dix ans après l'accouchement théorique douloureux du Printemps de Pékin en 1978, le parti communiste chinois a enfin reculé – on ne l'attendait plus – pour reconnaître officiellement que notre pays se trouve dans la «phase élémentaire» du socialisme.

La formule fut adoptée par les textes officiels du XIII^{e} congrès du parti communiste, fin 1987. Les délégués y participant, les milieux de la propagande, tout ce monde-là crut voir dans cette trouvaille une immense innovation théorique, un développement conceptuel magistral dû au parti communiste chinois.

Misère! Le socialisme est *depuis toujours* défini comme la phase initiale du communisme. Alors, quoi? A-t-on vraiment pensé avoir découvert un nouveau continent parce qu'on avait ajouté le mot «élémentaire» devant le terme de socialisme?

Ce qu'on a fait, tout bonnement, fut de ramener le pays sur le plan théorique dans la période précédant celle où il se croyait être. Morale de l'affaire: l'accession au communisme est désormais divisée en trois tronçons. Au lieu de simplifier, on a créé une difficulté théorique supplémentaire. Y a-t-il vraiment lieu d'applaudir comme s'il s'agissait d'une géniale innovation philosophique.

À y bien regarder, l'affaire trahit plutôt la connaissance bien médiocre du marxisme qu'ont les prosateurs de la doctrine travaillant pour le compte du parti communiste. Ceux-ci prennent souvent la peine d'expliquer que le marxisme est le produit d'une «Allemagne arriérée». Cette assertion leur permet de glorifier la grandeur de la «pensée-Mao Zedong», produit d'une terre chinoise elle aussi retardataire. Cet argument est consternant. Ils ne savent même pas que le marxisme est né du cerveau d'un Allemand et non de la terre d'Allemagne. Ils ignorent même que le marxisme est né *en*

Angleterre, symbole de l'état le plus avancé des forces productives et des méthodes de production en Europe à l'époque. La réalité historique est que le marxisme est né dans le pays européen le plus moderne du moment, l'Angleterre.

Quant au terme «élémentaire» pour qualifier la phase actuelle d'accession au socialisme, il est suffisamment vague pour ne rien vouloir dire. On peut parler de la même façon de physique élémentaire, de mathématique élémentaire... Avec des concepts pareils, on ne va pas loin.

En fait, le régime chinois actuel est dominé par un socialisme à caractère *rural*. En cela, il se distingue de toutes sortes d'autres socialismes: le socialisme démocratique, le socialisme du bien-être, le socialisme bouddhiste, le socialisme islamique, etc. Et du capitalisme, naturellement.

La politique, l'économie, la culture de la Chine souffrent encore de quatre tares: féodalité, monopole, utopie et conservatisme. Les communes populaires [du «Grand Bond en avant» ndt] représentaient un système de servage collectiviste typique de la mentalité de la petite production. Toutes les caractéristiques de la société féodale qu'on a pu identifier, comme l'a fait la série télévisée *He Shang* [objet de polémique en 1988 ndt], on les retrouve dans la société actuelle. Ceux qui s'imaginent que le féodalisme n'existe plus qu'à l'état résiduel en Chine se trompent lourdement' En tant qu'idéologie, il ne joue certes pas un rôle décisif dans la forme du système social chinois. Mais, quant au fond, il continue de se manifester comme un organisme végétal dont les tentacules exercent sans cesse leur pression sous la surface du système politique et économique de notre pays. Le féodalisme est une partie intégrante du socialisme rural.

Ce féodalisme moderne, il n'est pas venu là tout seul. Il est le produit de notre histoire. En présentant le système socialiste comme une panacée, le parti communiste chinois a laissé complètement de côté l'essentiel: la réalité cruelle

qui veut que, ramené au nombre d'habitants, le potentiel des forces productives de la Chine est, au mieux, médiocre; le mode de production, arriéré; les garanties des droits électoraux et autres droits du citoyen, inexistantes.

Le parti au pouvoir en Chine est un parti *radical-nationaliste rural* dont la tête est composée de paysans-prolétaires et de petits-bourgeois. Il est pourvu d'une teinture idéaliste, qu'il a héritée de propriétaires fonciers éclairés. Sur le papier, le parti communiste assure que la classe ouvrière constitue l'avant-garde du prolétariat. Ce qu'il oublie de dire, c'est que, depuis belle lurette, il fonctionne, et donc gouverne, sur des structures qu'il tient de paysans cultivés et d'un programme *réactionnaire* de démocratie paysanne.

En conséquence de quoi le socialisme doit à présent se retourner *contre* le socialisme rural afin d'accomplir sa mission historique de justice et de progrès. Pour ce faire, il doit s'allier au capitalisme moderne. Cela ne signifie pas que le socialisme est inférieur au capitalisme. Au contraire: cela veut dire simplement que le socialisme rural ne vaut pas plus que le capitalisme.

Le parti communiste chinois peut se vanter de certains succès en matière de «rééducation» des opposants: il a maté le dernier empereur de Chine, une grande partie du personnel administratif, politique et militaire du Kuomintang, ainsi que les «droitiers». À l'entendre, tous ces gens lui sont, à présent, fort reconnaissants. Voilà qui est bien... Mas alors, comment se fait-il que le parti communiste chinois n'arrive pas à mettre au pas les milieux intellectuels et ces gens du peuple qui ont été jetés en prison grâce à la sollicitude de sa dictature?

La question est purement rhétorique. Chacun en connait la réponse: ce parti est *trop vieux*. Il ne faut pas s'y tromper: quand la classe politique persécute les contestataires, érige des murs de discriminations autour de telles personnes, elle

va à l'encontre de l'Histoire.

L'Histoire proclamera notre innocence, nous donnera raison. Le peuple, lui, *sait*: il n'oublie pas ceux qui, depuis 1949, se sont sacrifiés pour le socialisme et la démocratie populaire. De même, il n'oubliera ni les mérites, ni les crimes du parti communiste.

Il est une opinion répandue parmi ceux qui ont fait des recherches historiques sur le Printemps de Pékin: nous aurions parait-il, manqué de théorie; notre *ligne* était floue, notre *niveau* idéologique était médiocre, dit-on. Balivernes. Il suffit de lire les textes de l'époque, surtout ceux qui cherchent à répondre à la question: «Qu'est-ce que le socialisme?» et à définir le socialisme démocratique libre. Le Printemps de Pékin, mouvement pour les droits démocratiques populaires, a donné, en son temps, toutes les explications qui s'imposaient. On oserait même avancer que nous n'avons pas vu, depuis, d'explications théoriques plus élaborées à ce sujet. S'il y en eut, elles furent l'œuvre du peuple.

Il n'est que de se reporter à l'article paru, alors, dans le numéro trois de la revue *Droits de l'Homme en Chine* et intitulé «Les fondements historiques et théoriques du mouvement de la démocratie». Que ce soit sur les racines historiques et contemporaines, ou sur les origines intellectuelles du Printemps de Pékin, on y trouvera toutes les réponses désirées. Il y est question du système féodal, de ses origines, de son développement, de sa dégénérescence, et de son mode de succession dans le contexte chinois.

Cet article va un peu plus loin. Il prouve le caractère progressiste du capitalisme dans sa version démocratique civilisée, et expose les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme. Nous avions un objectif politique, et un seul: *transformer le système social de notre pays*.

On rappellera tout particulièrement ce passage de l'article en

question: «Nous tirerons une seule conclusion de l'avènement de la Bande des quatre: si ces arrivistes ont réussi pendant dix ans à gouverner le pays par dessus la tête du peuple, c'est qu'ils tenaient leur influence d'un défaut du système social de la Chine. Si on n'y remédie pas radicalement, nous risquons un jour d'avoir droit, après la Bande des quatre, à une bande des cinq, puis à une Bande des six, etc. Ces messieurs vont continuer à user du pouvoir comme d'un outil pour satisfaire leurs intérêts personnels, et le peuple ne pourra rien contre eux. La direction chinoise nous parle de réaliser les Quatre modernisations. Parfait. Mais ce que nous disons tient en peu de mots: si l'on n'élimine pas les carcans totalitaires enchâssés dans le système politique et qui entravent le développement de la production, cet objectif ne sera jamais réalisé.»

Au passage, une vilenie recevait ce qu'elle méritait de mépris qui consistait pour les réformistes du palais à prétendre que les animateurs du mouvement démocratique appartenaient aux cercles bourgeois et à les assimiler à un groupuscule d'extrémistes animés de noires intentions. On en rit encore.

D'autres articles devaient faire suite à celui-là, comme «L'état actuel du mouvement démocratique» et «L'orientation, les tâches et le programme du mouvement démocratique». On sait qu'ils furent empêchés de paraître [par l'arrestation des éditeurs ndt]. L'Histoire aura, du moins, montré que cet ensemble de thèses concernant les pouvoirs de la démocratie populaire et le programme du socialisme n'avait rien à voir avec le «libéralisme bourgeois».

Question: comment mesure-t-on à quel point la liberté en démocratie bourgeoise est en avance sur l'idéologie monopolistique et utopique du socialisme rural. Le marxisme que le parti communiste porte en cravate, c'est le marxisme *du pouvoir*. C'est un marxisme diamétralement opposé au marxisme *du peuple*. Que ce soit à l'aune des valeurs bourgeoises ou des valeurs marxistes, la société chinoise n'est ni démocratique,

ni socialiste.

Dans les années qui ont suivi 1978, les réformistes du pouvoir ont graduellement découvert un secret bien gardé: la nécessité d'une réforme du système. Du coup, on commença à mettre en œuvre une «réforme». Il ne pouvait être question, bien évidemment, qu'elle excède les limites de la compréhension de ceux qui l'entreprenaient ou les bornes de la mansuétude de ceux qui l'autorisaient. Le palais, faut-il le rappeler, est toujours plus lent que le peuple à comprendre les choses...

Le parti communiste n'aime guère regarder en face l'exigence du peuple chinois de voir s'instaurer une société à plusieurs partis politiques structurée autour d'un système démocratique. Hélas, comment voir dans cette aversion autre chose que le souci de sauvegarder ses intérêts?

On peut publier des quantités innombrables de documents de propagande pour expliquer les tendances actuelles de la politique chinoise. Il y a mieux à faire. Il suffit, pour comprendre où se tournent ces aspirations, de regarder Taïwan, Hongkong et Macao, ainsi que les pays industrialisés.

Pour les gens qui, dans les pays développés, sont en position de décider de l'aide et des échanges économiques, culturels et techniques avec la Chine, cela a des conséquences importantes. Ils vont devoir prendre en considération une nécessité de base: l'absolue nécessité de transformer le système social de la Chine et d'élargir sa démocratie.

Il faut que cessent les persécutions envers les contestataires politiques. Les responsables des nations industrialisées peuvent, bien sûr, mener une politique à courte vue visant à gagner beaucoup d'argent. Une telle politique, néanmoins, risque de donner des résultats amers.

Les capitalistes de Hongkong, de Macao, de Taïwan et de l'Occident ne doivent pas être ingénus dans leurs relations avec Pékin. Si la Chine croît, un jour arrivera où l'équilibre

des forces peut être rompu. Plus le pays se développera, plus énergique sera l'oppression de son peuple. Ce qui conduira nécessairement à la résurgence d'une vive xénophobie envers les aides et les échanges avec le monde extérieur.

C'est un philosophe de la dynastie des Jin de l'Ouest qui a dit: «Pour gouverner, il faut faire disparaître les intérêts sectoriels, sans quoi la Justice meurt.» La Chine appartient à son peuple, pas à un parti.

Il existe, certes, en Chine, des partis «démocratiques» distincts du parti communiste. Mais contrairement à ceux d'autres pays, ils ne sont pas démocratiquement reconnus. Il n'ont aucun rôle social ou politique.

Le parti communiste chinois, fondateur du socialisme rural de notre pays, est sidéré de constater à quel point les paysans manquent de docilité... Il y verrait plus clair s'il pouvait regarder en face la réalité politique chinoise et les tendances qui se dessinent dans ce pays. Alors, peut-être, renoncerait-il à dire à son peuple: «Vous mangez grâce à nous. Cessez donc de nous couvrir d'insultes». Alors, peut-être, ravalerait-il des jugements aussi indécents que celui qui consistait récemment à accuser des prolétaires ouvriers, des étudiants pauvres et des citadins de cultiver un penchant pour le «libéralisme bourgeois»...

Il faut regarder la Chine depuis l'espace intersidéral, et l'Histoire moderne depuis le XVIII^{e} siècle. On s'aperçoit alors que les pays se distinguent entre eux selon leur *degré de liberté politique*, et non pas selon des «principes fondamentaux» comme les quatre qui sont inscrits dans la Constitution actuelle.

Autrefois, lorsque le peuple chinois voulait abattre un pouvoir centralise qui faisait obstacle au progrès de l'Histoire, il avait recours à la scission. Notre histoire est particulièrement riche en exemples d'application de ce

stratagème. Ce n'est pas le peuple qui les a voulus. Il y a eu recours pour prouver sa capacité à instaurer des règles d'autodétermination nationale et d'autogestion régionale, seule alternative possible alors à un tel pouvoir.

Depuis que l'année 1949 a marqué la réunification de la nation chinoise par la force, le combat a changé de mode: ce qui est en jeu, c'est l'instauration du suffrage universel direct. Dans ce combat, le rôle des intellectuels est d'initier le peuple.

Le Printemps de Pékin et le mouvement étudiant de 1986 ne furent que des prémisses. De nouveaux mouvements rassemblant des étudiants, des ouvriers, des paysans, des soldats et des commerçants se feront jour.

On peut parier que dans les prochaines décennies, la Chine sera secouée de tels spasmes. Ce n'est pas là prédiction de géomancie, mais prévision d'observateurs attentifs aux mouvements profonds de notre société.

Car, que cela plaise ou non, notre pays, à l'époque moderne, est dominé par une compétition implacable: celle des réformistes du palais contre les réformistes de la société. Quelles que soient les méthodes choisies par les premiers, aussi brutaux que soient les moyens de supervision, de contrôle, de discrimination et de persécution qu'ils mettent en œuvre à l'encontre de la société, les détenteurs du pouvoir restent dans une position fort inconfortable: celle de la grenouille qui cherche à se faire aussi grosse que le bœuf.

Les réformistes du palais sont condamnés à s'enfoncer dans des contradictions insurmontables. Ils sont, d'ores et déjà, dans l'impasse.

Ren Wanding
Pékin, octobre 1988.
(trad. du chinois Le Singe d'or)

* * * *

Sur Ren Wanding, et plus généralement sur la Ligue pour les droits de l'homme en Chine, on consultera utilement: C. Widor, article «Ren Wanding"» in L. Bianco et Y. Chevrier (éd.), «la Chine», *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier international* (sous la direction de J. Maitron), Éditions ouvrières et Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1985, pp. 548-549; C. Widor, *Zbongguo minzhu kamvu huibian* [documents sur le mouvement démocratique chinois] (1978-1980), vol. 1, École des Hautes Études en Sciences Sociales-Observer Publishers, Paris-Hong Kong, 1981, pp. 405-409; Huang S., A. Pino et L. Epstein, *Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin*, Bibliothèque asiatique, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1980, pp. 101-102; V. Sidane, *le Printemps de Pékin* (oppositions démocratiques en Chine, novembre 1978-mars 1980), Collection Archives, Gallimard-Julliard, Paris, 1980, pp. 73.74; F. Deron, «Rencontre avec un ancien dissident qui eut raison trop tôt...», *le Monde*, Paris, 28 novembre 1987. Les textes de la Ligue pour les droits de l'homme, et notamment les quatre livraisons de leur organe, *Droits de l'homme en Chine*, ont été repris dans C. Widor [1981], pp. 415-554; certains d'entre eux ont fait l'objet d'une traduction en langue française: Huang S., A. Pino, L Epstein [1980], pp. 399-426, et V. Sidane [1980], pp. 132-139. Sur le «Printemps de Pékin», on se reportera à ces deux derniers ouvrages.